

# Est-il possible de prévoir une clause de perte automatique des congés non pris ?

## Réponse courte

Une clause de perte automatique des congés non pris peut être prévue dans le contrat de travail au Luxembourg, mais elle n'est valable que si l'employeur a effectivement informé individuellement et en temps utile le salarié du risque de perte, et s'il a permis et facilité la prise effective des congés. L'employeur doit pouvoir prouver qu'il a rempli ces obligations.

La clause est nulle et inopposable si l'employeur n'a pas respecté ces conditions, ou si le salarié n'a pas pu prendre ses congés pour des raisons indépendantes de sa volonté (maladie, maternité, suspension du contrat). Dans ces cas, les congés doivent être reportés.

## Définition

La clause de perte automatique des congés non pris, également appelée clause de forclusion, est une stipulation contractuelle prévoyant que les jours de congé annuel non utilisés par le salarié à la fin d'une période de référence sont définitivement perdus, sans report ni indemnisation. Cette clause vise à inciter le salarié à prendre ses congés dans les délais impartis et à éviter l'accumulation de droits à congé.

## Questions fréquentes

### Comment l'employeur doit-il prouver la validité de l'application d'une clause de perte automatique ?

L'employeur doit pouvoir prouver qu'il a informé individuellement le salarié du risque de perte de ses congés par écrit ou tout moyen traçable, et qu'il a effectivement permis leur prise. La charge de la preuve incombe entièrement à l'employeur en cas de contestation.

### Dans quels cas la clause de perte automatique des congés est-elle nulle ?

La clause est nulle et inopposable si l'employeur n'a pas respecté ses obligations d'information et de facilitation, ou si le salarié n'a pas pu prendre ses congés pour des raisons indépendantes de sa volonté comme la maladie, la maternité ou la suspension du contrat. Dans ces cas, les congés doivent être reportés.

### Quelles sont les obligations de l'employeur pour appliquer une clause de perte automatique des congés ?

L'employeur doit informer chaque salarié de manière individuelle et suffisamment à l'avance du solde de ses congés et de la date limite pour les prendre. Il doit également faciliter la prise effective des congés en évitant de refuser systématiquement les demandes ou d'imposer une charge de travail incompatible avec la prise de congés.

### Une clause de perte automatique des congés non pris est-elle valable au Luxembourg ?

Une clause de perte automatique des congés non pris peut être valable au Luxembourg, mais uniquement si l'employeur a effectivement informé individuellement et en temps utile le salarié du risque de perte, et s'il a permis et facilité la prise effective des congés. L'employeur doit pouvoir prouver qu'il a rempli ces obligations.

## Conditions d'exercice

Au Luxembourg, le droit au congé annuel payé est d'ordre public et protégé par l'article L.233-10 du Code du travail. Le congé doit être pris effectivement, sauf impossibilité résultant de la volonté de l'employeur ou de circonstances indépendantes de la volonté du salarié (maladie, maternité, force majeure). La perte automatique des congés non pris ne peut être opposée au salarié que si l'employeur a effectivement permis et encouragé la prise des congés, en informant clairement et en temps utile le salarié du risque de perte de ses droits. Toute clause prévoyant la perte automatique sans respect de ces conditions est réputée nulle.

## Modalités pratiques

L'employeur doit informer chaque salarié, de manière individuelle et suffisamment à l'avance, du solde de ses congés et de la date limite pour les prendre. Cette information doit être répétée à intervalles raisonnables, par écrit ou tout moyen traçable. L'employeur doit également faciliter la prise effective des congés, notamment en évitant de refuser systématiquement les demandes ou d'imposer une charge de travail incompatible avec la prise de congés. Si, à l'issue de la période de référence, le salarié n'a pas pris ses congés alors qu'il a été régulièrement informé et mis en mesure de le faire, la perte des congés non pris peut être opposée. En revanche, si le salarié n'a pas pu prendre ses congés pour des raisons imputables à l'employeur ou pour cause de suspension du contrat (maladie, accident, congé de maternité), les congés doivent être reportés.

## Pratiques et recommandations

Il est recommandé de formaliser la procédure d'information sur les droits à congé dans le règlement interne ou dans une note de service annuelle. Les systèmes de gestion des congés doivent permettre un suivi précis et une traçabilité des communications adressées aux salariés. Toute clause de perte automatique doit être rédigée de manière claire, en rappelant les conditions légales de validité. Il convient d'éviter toute application automatique et systématique de la perte des congés sans vérification préalable du respect des obligations d'information et de mise en mesure effective de prise de congé. En cas de litige, la charge de la preuve incombe à l'employeur.

## Cadre juridique

- Article L.233-10 du Code du travail : droit au congé annuel payé, caractère d'ordre public.
- Jurisprudence de la Cour supérieure de justice du Luxembourg (arrêts du 2 mai 2019 et du 21 janvier 2021) : la perte des congés non pris n'est opposable que si l'employeur a rempli ses obligations d'information et de facilitation.
- Absence de disposition légale autorisant la perte automatique sans conditions ; toute clause contraire est réputée non écrite.
- Les congés non pris pour cause de maladie ou maternité doivent être reportés, conformément à l'article L.233-10, alinéa 4.

L'employeur doit pouvoir prouver, en cas de contestation, qu'il a informé individuellement le salarié du risque de perte de ses congés et qu'il a effectivement permis leur prise. L'absence de preuve rend inopposable toute clause de perte automatique.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.